En postulant que le numérique modifie profondément notre relation au savoir et à la connaissance, la politique actuelle ouvre la possibilité d’une interprétation ambiguë qui laisserait croire que l’usage des outils numériques constituerait par nature une amélioration qualitative capable de démocratiser la réussite scolaire. Si les usages numériques peuvent permettre l’amélioration des situations d’apprentissage, c’est essentiellement la conception didactique de ces usages par l’enseignant qui en produit la qualité. L’engouement irraisonné pour des dispositifs basés sur l’usage numérique ne peut se substituer à un examen attentif des conditions nécessaires à un usage facilitateur des apprentissages.

Cet examen doit prendre en compte

* Les objectifs visés pour que les compétences de maîtrise des outils ne puissent se substituer aux apprentissages permettant la construction des savoirs et des connaissances et le partage d’une culture commune.
* Les risques de confusion entre la motivation superficielle des élèves produite par l’usage de l’outil et la construction progressive des enjeux réels des apprentissages.
* La question des égalités d’accès notamment dans des dispositifs qui déportent hors de la classe une partie des apprentissages (classe inversée).
* La qualité des contenus proposés par les ressources numériques, à la fois sur le plan de la didactique des disciplines et sur le plan des valeurs
* Le risque d’une individualisation des situations qui ne procurerait plus aux élèves les facteurs positifs pour l’apprentissage qui sont constitués par la relation sociale avec l’enseignant et entre les élèves

Enfin, l’enjeu économique considérable que représente le marché éducatif numérique ne constituera pas un facteur d’égalité. On ne peut qu’être inquiet de la part croissante donnée aux producteurs de matériels et de contenus dans la formation et l’accompagnement des enseignants, y compris dans le cadre de conventions signées entre les entreprises et le MEN.